LE NUMERO 5 CENTIMES

L'Egalité

DE ROUBAIX TOURCOING

LE NUMERO 5 CENTIMES

DIXIÈME ANNÉE. — N° 8

VENDREDI 8 JANVIER 1904

ABONNEMENTS

Nord et Départements limitrophes . . . Trois mois : 4 fr. 50 Six mois : 9 fr. Un an : 18 fr.
Autres Départements. . . . . » 5 fr. 50 » 11 fr. » 22 fr.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
ROUBAIX, 146, Rue Saint-Jean, 146, ROUBAIX

ANNONCES
Les annonces sont reçues directement au Bureau du Journal et dans toutes les Agences de Publicité

DÉPARTEMENT DU NORD

ÉLECTION SÉNATORIALE

du 10 Janvier 1904

—o—

Docteur G. DESMONS

CANDIDAT SOCIALISTE

Comme nous l'avons annoncé vendredi, nous donnons ci-après des renseignements complets sur le

CONCOURS DE PERSPICACITÉ

auquel nous convions nos lecteurs et dont les heureux vainqueurs auront à se partager

QUINZE PRIX

La question posée est simple. Elle est relative à

L'Election Sénatoriale DU NORD

qui aura lieu le 10 janvier.

Connaissant le nombre des électeurs sénatoriaux, qui est de

2.428

Il faut dire

Quel nombre de voix obtiendront les concurrents en présence ?

Nous précisons aujourd'hui par des exemples — sur la demande de nos lecteurs — comment il sera procédé au classement des concurrents.

Tout d'abord, le concours ne porte que sur les candidats *du premier tour de scrutin* qui jusqu'ici sont au nombre de quatre : MM. Tribourdeaux, Scrive, Chatteleyn et notre ami Desmons.

Supposons que les voix se répartissent ainsi : V... 922 voix ; X... 830 ; Y... 250 ; Z... 420 voix, et qu'un des concurrents nous ait donné les résultats suivants : V... 900 ; X... 850 ; Y... 225 ; Z... 450 : voici comment serait fait le calcul de la perspicacité du concurrent :

	Voix obten.	Voix indiq.	Ecart
V...	922	900	22
X...	830	850	30
Y...	250	225	25
Z...	420	450	30

Total de l'écart : 107

Si le total de l'écart d'un autre concurrent avait été que de 106, celui-ci serait évidemment classé premier.

Dans le cas où deux concurrents arriveraient à égalité, nous donnerions la préférence à celui qui se rapprocherait davantage de la réalité dans ses prévisions relatives au candidat élu.

A titre de renseignement, voici les chiffres de l'élection dernière :

Inscrits : 2.428. — Votants : 2.417. — Bulletins blancs et nuls : 7.

M. Potié, 1.101 voix. — M. Scrive, 832. — M. Debierre, 259. — M. Delory, 104. — M. Delesalle, 86. — M. Eloir, 24. — M. Delemer, 4.

Les réponses des concurrents devront nous parvenir avant samedi soir, dernier délai.

Elles devront être accompagnées de CINQ BONS découpés dans le journal et dont nous publions ci-dessous le numéro du jour.

Quinze prix seront attribués :

Premier prix : **Un superbe fusil de chasse, ou 200 francs en espèces.**
Deuxième prix : **50 francs.**
Troisième prix : **40 francs.**
Quatrième prix : **30 francs.**
Cinquième prix : **20 francs.**
Sixième prix : **Un phonographe.**

Septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième, quatorzième, quinzième prix : **Une montre.**

Concours de perspicacité

—o—

BON N° 5

L'Election de Dimanche

Dans quelque quarante-huit heures, messieurs les délégués sénatoriaux, au nombre d'environ deux milliers et demi, se disposeront à prendre le chemin de la Préfecture du Nord pour élire un sénateur.

Quatre candidats s'offrent à leurs suffrages :

M. Scrive, qui a coiffé pour la circonstance le bonnet phrygien, se présente comme libéral ;

M. Chatteleyn se décore du titre de progressiste, sans doute parce que étant un « espagnol » de la politique, il a grandi et espère grandir encore ;

M. Tribourdaux, que nous avons déjà nommé l' « enfant de la peur », prétend grouper sur son nom, tous ceux qui se méfient de la réaction déguisée en Scrive ou vêtue en Chatteleyn ;

Enfin, notre ami le docteur Desmons qui, désintéressé, dédaigneux des roublardises électorales, insoucieux de faire endosser une veste à ses adversaires ou d'en recevoir une, affirme nettement le programme socialiste et ne demande, d'ailleurs, que des suffrages socialistes.

Au cours de cette dernière quinzaine, nous avons été maintes fois appelé à dire notre opinion sur MM. Scrive et Chatteleyn.

A quoi bon la rééditer ?

Tous nos lecteurs savent que le candidat « libéral » et le candidat « progressiste » vont à la bataille comme larrons en foire et dans le but de donner un croc-en-jambes à la « Gueuse », — c'est-à-dire à la République.

Ils se chamaillent aujourd'hui, — celui-ci par la voix cassée de l'*Echo du Nord* celui-là par l'organe de la *Dépêche*, — mais vous les verrez se jeter au moment psychologique, dans les bras l'un de l'autre, pour faire pièce à la politique du ministère Combes !

Car, chose digne de remarque, M. Scrive et M. Chatteleyn ont les mêmes haines...

Quant à M. Triboudaux... Euh ! c'est un brave homme, qui « aime bien sa mère » mais pas assez cependant pour lui sacrifier ses ambitions.

M. Tribourdaux a tant vécu dans la politique qu'il s'est imaginé être arrivé à l'âge où ses « neveux » n'ont plus rien à lui refuser.

Aussi faut-il voir avec quelle science et quelle autorité, il parle aux délégués sénatoriaux et à M. Claeys lui-même !

Mais convient-il de prendre au sérieux ces radotages de vieillard ?

Est-ce que, sous prétexte de faire l'apologie du protectionnisme, M. Tribourdaux ne va pas jusqu'à féliciter M. Chamberlain de vouloir fermer l'Angleterre aux produits français, par une exagération des droits d'entrée ?

M. Tribourdaux ignore qu'il y a un juste milieu en toutes choses, et parce qu'il brigue des suffrages dans une région agricole, il sacrifie les intérêts de l'industrie qui, pourtant, fait vivre beaucoup plus d'ouvriers que l'agriculture.

Il essaye de se rattraper en nous parlant de la loi Millerand-Colliard : de la réduction du service militaire à deux ans, des retraites ouvrières, de la répartition plus équitable de l'impôt, etc...

Mais, sur ces points précis, il ne nous apporte que de vagues déclamations.

La seule chose qu'il soit bon de retenir de sa profession de foi, c'est qu'il est un « républicain de vieille date. »

Nous l'avions dit, avant lui... quoique plus jeune !

Eh bien, à parler franc, — et c'est notre habitude, — nous eussions mieux aimé que M. Tribourdaux nous donnât son sentiment sur le Gouvernement actuel.

Il y a des questions passionnantes qui, depuis deux ans, agitent l'opinion publique et c'est tout juste si, parmi toutes ces questions d'actualité, M. Tribourdaux relève timidement celle qui a trait à l'abrogation de la loi Falloux !

Non, nous ne voyons pas, à la lecture de sa profession de foi, ce qui distingue M. Tribourdaux de MM. Scrive et Chatteleyn.

Les candidats de la *Dépêche* et de l'*Echo*, eux aussi, sont protectionnistes : eux aussi parlent de la suprématie du pouvoir civil, et s'ils ne soufflent mot de la loi Falloux, c'est parce qu'ils la savent abrogée en fait, surtout après le vote récent du Sénat.

Non, M. Tribourdaux n'est, pas plus que MM. Scrive et Chatteleyn, le candidat des républicains-radicaux et encore moins des socialistes.

Quelle différence entre son programme et les déclarations si nettes et si précises du docteur Desmons !

Le *Progrès du Nord* l'a spontanément reconnu : le docteur Desmons n'a pas usé des circonlocutions toujours faciles ; il ne s'est pas évertué à ménager la chèvre et le chou ; il a, au contraire, essayé de dissiper toute équivoque sur le caractère de sa candidature. Avec lui, les électeurs sénatoriaux savent quelle politique leur est offerte.

— « Dans l'élection du 10 janvier, a dit en propres termes Desmons, je représente la République sociale avec toutes ses conséquences. »

C'est tout dire ; et qui connaît Desmons ne se trompera pas sur la portée d'une semblable déclaration.

Car Desmons, lui aussi, est un républicain de la première heure ; mais il allait de l'avant, pendant que M. Chatteleyn faisait face en arrière, que M. Scrive se prosternait aux pieds des autels et que M. Tribourdaux promenait sa suffisance du Conseil d'arrondissement, au Conseil général, de ses ateliers, aux agapes fraternelles de l'Agriculture !...

On a dit que le suffrage du second degré était comme la quintessence du suffrage universel.

Jusqu'à présent l'expérience n'a guère vérifié cette définition et nous la tenons pour prétentieuse.

Les délégués sénatoriaux du Nord ont cependant l'occasion de modifier notre opinion.

Qu'ils votent pour Desmons et peut-être nous habituerons-nous à considérer le Sénat autrement qu'une forteresse de réaction ou une maison de retraite pour la bourgeoisie républicaine.!

G. SIAUVÉ-EVAUSY.

LETTRE DE PARIS

Millerand et la Fédération de la Seine

(De notre correspondant spécial)

Paris, 6 janvier. — Les intransigeants du Socialisme ont, enfin, réalisé leur plus cher désir : celui d'exclure Millerand du Parti socialiste français.

C'est la revanche du Congrès de Bordeaux, disait hier soir un membre de la Fédération de la Seine.

Tout avait été habilement machiné cependant l'année dernière et les militants qui ont pu assister à ce Congrès ont fait justice des procédés quelque peu jésuitiques employés contre un homme que Guesde lui-même proclamait comme un appui nécessaire au Parti ouvrier pour grandir et lui permettre de jouer un rôle dans les destinées de la République.

Mais passons et examinons les faits actuels.

Le grief principal fait à l'ancien ministre du Commerce est celui d'avoir approuvé les déclarations du ministre des Affaires Etrangères M. Delcassé, en réponse à la motion Hubbard, tendant à inviter le gouvernement à proposer le désarmement simultané ou tout au moins la réduction des dépenses de la guerre et de la marine.

M. Delcassé avait répondu qu'il ne croyait pas que ce devait être à la France à proposer la première le désarmement. Que ce n'est pas le vaincu d'hier, mais le vainqueur à faire les propositions, que si cette éventualité se produisait il examinerait alors volontiers cette question avec le plus grand désir d'arriver à une entente collective. Que d'autre part, on lui demandait des paroles, alors que les faits étaient là qui démontraient la diminution constante de nos dépenses militaires depuis plusieurs années, alors que pendant ce même laps de temps, les puissances voisines n'avaient cessé d'augmenter les leurs.

Millerand approuva ce langage. Aurait-il changé par hasard ?

On pourrait le croire, en présence de cette intransigeance pratiquée à son égard, par certains, depuis quelques années.

Il suffira de citer une phrase d'un discours que le même Millerand prononçait le 30 septembre 1893, il y a 10 ans, pour fêter l'élection du citoyen Sembat comme député de Montmartre.

Faisant allusion à la suppression des armées permanentes il disait :

— « Ce sont des économistes comme M. Frédéric Passy, des hommes de toute opinion comme les membres de la « Ligue de la Paix et de la Liberté », qui, comme nous, prévoient et de leur mieux, préparent l'avenir où l'humanité sera enfin libérée de cette lourde charge... *Mais ce n'est pas la France vaincue, démembrée, qui prendra l'initiative du désarmement, et se livrera pieds et poings liés, aux appétits de ses implacables ennemis...*

N'est-ce pas les mêmes principes, les mêmes idées il y a dix ans comme aujourd'hui, que notre ami professe ?

Un seul ne proche pourrait lui être adressé, c'est celui d'être resté fidèle à ses convictions et de n'avoir jamais varié. Bel exemple, en politique, où l'on voit trop souvent hélas, les hommes avoir des opinions par trop successives !

***

La séance de lundi dernier de la Fédération de la Seine fut, paraît-il pleine d'intérêts.

On vit apparaître successivement un militant au nom ronflant et à particule, qui fit fonction de ministère public et demanda, sans délai, la tête de Millerand — deux ou trois autres à la parole moins brillante, mais animés de la même fringale d'exclusion — enfin, un blanquiste qui, avoua ingénuement faire partie en même temps du Parti socialiste révolutionnaire (Vaillant-Guesde). « J'ai adhéré dit-il au Parti socialiste français pour aider à débarrasser le parti des éléments impurs ». Ce farouche aurait même prévu l'éventualité d'exclusions futures et les noms de Briand et de Pressencé auraient été prononcés.

Du reste, aurait ajouté, comme conclusion un des précédents orateurs, ex-guesdiste, c'est la politique suivie depuis plusieurs années qui est en cause. « C'est la goutte d'eau qui fait aujourd'hui déborder le vase ».

On exécuta, sans même prendre en considération une proposition du citoyen Heppenheimer, ancien conseiller municipal de Paris qui voulait renvoyer la question aux groupes pour en délibérer.

On passa outre ; la « veuve » attendait sa victime ! — la nuit ne devait pas se passer sans que la tête de Millerand socialiste tombât dans le panier à son du Comité exécutif.

Une forte minorité se retira laissant les sectaires se livrer à leur maladroite besogne.

A noter que le secrétaire de la Fédération de la Seine, s'éleva avec énergie, pour défendre Millerand et les élus socialistes qu'on prétend juger, sans aucun élément d'appréciation suffisante.

L'exclusion aurait été prise par 50 ou 60 voix alors que la Fédération compte 120 mandats. Les groupes du citoyen Millerand qui comptent 9 voix et qui avaient approuvé leur élu n'étaient pas présents et avaient envoyé la lettre suivante :

« Le comité du 12e arrondissement a entendu les explications du citoyen Millerand, qui ont porté, comme à l'ordinaire, sur l'ensemble de ses votes, y compris son vote sur le désarmement.

Le comité a approuvé les explications et les votes du citoyen Millerand et il me charge en portant ce fait à votre connaissance, de vous manifester la surprise que lui cause l'attitude de la Fédération de la Seine à son égard.

Il ne lui paraît pas en effet que cette perpétuelle censure de la conduite et des actes de socialistes qui électeurs comme élus, sont invariablement demeurés fidèles à leur programme, et que cet esprit de défiance systématique, soient un élément de force pour notre parti. »

Le groupe de Millerand se solidarisait donc complètement avec lui.

Voici, d'autre part les déclarations faites à un de nos confrères du *Temps*, par notre ami :

— « Il paraît, en effet, que je suis exclu du groupement régional du parti socialiste français. Je n'en suis pas autrement étonné, après les diverses manifestations auxquelles s'était déjà livrée la Fédération de la Seine.

Je devrais salutairement, en appeler au Congrès de cette décision ; mes adversaires peuvent se rassurer, je n'userai pas de ce moyen.

Il était indispensable pour moi, après une expérience de trois ans faite dans le ministère de M. Waldeck-Rousseau, d'aller au Congrès du parti socialiste pour exposer et défendre la politique qui est la mienne. J'y suis allé, et vous savez le résultat. On approuva ma conduite. Il est inutile de recommencer.

Je regrette la décision prise surtout pour le parti socialiste français.

Les membres de la Fédération de la Seine ne se sont évidemment pas rendu compte des conséquences de leur décision en proclamant que nul ne pouvait être membre du parti socialiste français s'il ne se déclarait partisan de l'initiative prise immédiatement par la France du désarmement simultané.

S'ils avaient compris quelle arme empoisonnée ils mettaient aux mains du nationalisme, ils auraient certainement reculé devant les conséquences politiques de leur vote.

Il ne dépend pas d'ailleurs de la Fédération de la Seine, ni de personne que mes amis et moi soyions et restions socialistes. Je puis ne plus être membre du parti socialiste français, ni du groupe socialiste parlementaire, nul n'a le pouvoir de me rendre infidèle à mes convictions et à mes idées. Je suis aujourd'hui ce que j'étais hier. »

***

Sans parler des services éminents rendus par Millerand à la cause socialiste et des lois de protection ouvrière auxquelles il a hier attaché son nom et de celles de demain comme l'assistance aux vieillards et aux infirmes, la Caisse des retraites ouvrières, l'Arbitrage obligatoire, etc., la Fédération de la Seine vient de commettre une faute politique des plus graves.

Elle prétend, par son vote exclusiviste, décréter que nul ne peut être socialiste s'il n'accepte pas, d'abord le désarmement général ou la réduction des charges militaires immédiates.

C'est donner au nationalisme déclinant une force et une justification de sa politique et de ses attaques contre les socialistes.

Il y avait trois points principaux du programme reconnus : aujourd'hui, il y en a quatre, demain, ce sera six et après demain dix.

A combien s'arrêtera-t-on ?

Faute lourde que les militants ne tarderont pas à reconnaître.

A force de s'exclure et de se dévorer, il ne restera bientôt plus à ces enragés que leur ombre, qu'ils poursuivront, la prenant pour celle d'un Millerand, ou d'un Briand — et cela jusqu'à l'hallucination.

Dans les déclarations faites à un rédacteur du *Temps*, notre ami donne à ces jeunes gens une leçon de haute sagesse politique et de dignité dont ils devraient bien se souvenir et faire leur profit dans l'intérêt de notre parti.

R. PONTUEL.

Nouvelles à la Main

Entendu aux fauteuils d'orchestre, pendant un grand concert :

« Superbe !... Sublime !... Je nage dans des flots d'harmonie !... »

— Pourquoi ne dites-vous pas, tout de suite, que vous prenez un bain de son ? »

—o—

— Alors, vous voulez nous quitter, Lucie ?
— Oui, madame.
— Mais quel est le mobile qui vous pousse à cela ?
— Oh ! madame, ce n'est pas un mobile, c'est un pompier.

NOS DÉPÊCHES

(Par Services Téléphoniques Spéciaux)

LE MOUVEMENT GRÉVISTE

A PARIS

Paris, 6 janvier. — M. Guneval, juge d'instruction, a transmis à son collègue, M. Cail, les dossiers des affaires Bousquet, Laporte, Linon et Beausoleil, contre lesquels des poursuites pour excitation au pillage ont été ordonnées par le parquet.

En vertu d'une commission rogatoire de M. Cail, M. Berthelot, commissaire aux délégations judiciaires, s'est rendu ce matin chez divers imprimeurs auxquels, le mois dernier, ont été commandées les circulaires et les affiches qui ont été apposées sur les murs de Paris.

Le magistrat a saisi les placards qui restaient en magasin ainsi que tous les documents pouvant se rattacher à la confection des affiches ou circulaires. Des investigations faites par M. Berthelot, il semble résulter que toutes les commandes adressées aux imprimeurs ont été faites par le syndicat ouvrier de la boulangerie, même celles se rapportant aux affiches placardées par les soins de la Fédération de l'alimentation ou de la confédération générale du travail.

M. Cail a entendu cette après-midi le citoyen Bousquet.

A MARSEILLE

Marseille, 6 janvier. — A la suite d'un différend provoqué par la réduction du personnel, les employés de la manufacture et les ouvrières allumettières ont cessé le travail., ils se sont réunis après-midi, à la Bourse du Travail, et ont discuté les mesures à prendre pour que l'administration donne l'ordre de compléter le personnel.

Les employés et ouvrières ont décidé de ne reprendre le travail que lorsque satisfaction leur aura été accordée.

A LORIENT

Lorient, 6 janvier. — A Lorient, les mariniers de la batellerie assurant les approvisionnements des usines métallurgiques d'Hennebont se sont mis en grève ; ils demandent le renvoi d'un contremaître.

EN ESPAGNE

Barcelone, 6 janvier. — Les ouvriers grévistes de la marine marchande ont tenu une réunion très nombreuse, dans laquelle ils ont résolu de ne pas céder, quoi qu'il arrive.

Ils ont reçu des adhésions de la plupart des corporations analogues de différentes villes maritimes de l'Espagne, de sorte que la grève est à peu près générale. Le travail est complètement suspendu dans le port.

Les équipages de trois vapeurs se sont mis en grève.

Bilbao, 6 janvier. — Les équipages des vapeurs qui ont pour port d'attache Bilbao ont présenté aux compagnies d'armateurs les décisions du congrès des matelots de la marine marchande qui a eu lieu à Alicante. Si, dimanche, les armateurs n'ont pas accepté leurs propositions, les matelots se mettront en grève lundi.

Le transport « Vienne »

Toulon, 6 janvier. — Une correspondance particulière arrivée d'Oran à Toulon affirme qu'un voilier venant d'Amérique aurait rencontré, avant le *Romadale*, la *Vienne* cinglant à la voile.

Le voilier aurait fait les signaux d'usage ainsi que le font des navires se rencontrant en mer, mais la *Vienne* se serait contentée de signaler « *Aperçu* » sans dire son nom.

Cette lettre, reproduite par un journal local, laisse donc supposer que la *Vienne* n'avait besoin d'aucun secours.

A la préfecture maritime rien d'officiel n'est encore parvenu.

RUSSIE ET JAPON

MESURES BELLIQUEUSES

Séoul, 5 janvier. — Deux croiseurs russes sont en rade de Chemulpo ; deux croiseurs anglais et un américain sont également ancrés dans le port et leurs officiers déclarent qu'ils y resteront jusqu'à la fin de la crise.

En raison de l'insécurité à Séoul, le ministre des Etats-Unis a fait venir une centaine d'hommes pour protéger la légation.

Les autorités coréennes ne répondent pas du loyalisme et de la discipline des troupes.

A Saint-Pétersbourg, la *Gazette de la Bourse* annonce l'envoi en Corée d'un régiment de tirailleurs pour sauvegarder les intérêts russes menacés par les conflits entre Japonais et Coréens.

On mande de Tokio au *Standard* que les journaux officieux *regardent maintenant comme virtuellement accomplie la rupture ouverte avec la Russie.*

Le correspondant du *Daily Telegraph*, dans la même ville, dit que, dans l'éventualité d'une guerre, le gouvernement et les quartiers généraux de l'armée et de la marine seraient transférés à Hiroshima.

On commente beaucoup l'absence du ministre de Russie aux cérémonies qui ont eu lieu depuis deux jours.

D'autre part, on mande de Pétersbourg :

Tout indique qu'on devient de plus en plus impatient, en présence de l'attitude du Japon.

Le bruit court que les Japonais font leurs préparatifs pour occuper le port de Masampho et

---

FEUILLETON DU 8 JANVIER. — N° 39

L'OR INFAME

par Charles MÉROUVEL

DEUXIEME PARTIE

L'AFFAIRE D'ANNEBAULT

V

La journée d'un millionnaire

— Certainement. Mademoiselle Rachel a du talent, un très grand talent, dit-on, mais elle n'est pas riche et les leçons ne sont pas communes, surtout celles qui sont aussi généreusement payées... Alors elle suit à la lettre ses instructions.

— C'est bon... Allez !

Il n'avait pas levé les yeux de son papier. Mademoiselle Louise en était pour ses frais d'agaceries et de sourires.

Elle referma la porte en se rongeant les lèvres de dépit.

Mais il fallait s'incliner devant la majesté de l'argent.

D'ailleurs elle n'avait pas à se plaindre de la fortune.

Elle avait reçu ce qui lui avait été promis.

Cinquante mille francs !

Le baron les avait payés rubis sur l'ongle.

Elle se trouvait donc à la tête de petites rentes qui peu à peu faisaient la boule de neige.

C'est une consolation.

Le baron restait seul.

C'était toujours le même homme aux traits durs, au regard noir, au front coupé d'une ride unique, au visage impénétrable, où même le sourire dont il était parfois éclairé gardait une expression hautaine et volontaire.

Il demeura un instant pensif, reposa sa plume sur l'encrier, prit son menton rasé entre ses doigts nerveux et songea :

— Cinq ans, cinq ans déjà ! Et pas un mot d'elle, pas une prière, pas une tentative de rapprochement et de réconciliation ! Et pourtant elle adorait sa fille, cette enfant qui pas plus que sa mère ne sait ni plier, ni supplier ! Si elle avait compris quelle puissance elle exerçait sur moi, cette femme ! Si elle avait su que malgré sa faute, malgré sa trahison, malgré l'effroyable scandale qu'elle a causé, moi, le baron Ferrand, qui n'ai jamais pardonné un outrage, j'aurai tout oublié, tout fait pour la reprendre, pour redevenir son maître, après avoir commis la sottise, dans l'exaspération de mon orgueil blessé, de lui rendre sa liberté !

Il se mordit les lèvres et reprit :

— Il y a sous cette résistance un mystère qui m'étonne ! Quelque ami sans doute qui la console et la soutient, quelque amant peut-être.

Cette idée lui était venue plus d'une fois. Elle le tourmentait !

Elle mettait son esprit à la torture.

Et pourquoi cette supposition ne serait-elle pas fondée ?

Elle avait été d'une beauté incomparable.

On affirmait qu'elle n'avait pas changé, qu'au contraire elle était dans son plein épanouissement !

Trente ans !

Elle avait à peine dépassé cet âge.

Ne l'avait-il pas prise à seize ans dans le triste manoir de Tresmes où s'était écoulée son enfance et où elle s'était retirée depuis le drame de Brest !

Les yeux sombres du baron prirent tout à coup une expression d'une dureté extraordinaire.

— Cette malheureuse, dit-il d'une voix qui résonna dans le silence de ce vaste salon, je l'ai chassée, je l'ai répudiée, précipitée dans la gêne d'où je l'avais tirée ! je lui ai meurtri le cœur ; je lui ai tué son amant, pris sa fille et je ne peux pas m'empêcher de penser à elle chaque jour, à chaque instant. J'ai beau vouloir la chasser de ma mémoire, elle m'occupe plus que mes biens, plus que mes affaires, plus même que cette ravissante comtesse d'Annebault que je paierais son pesant d'or, et, bien qu'elle ne soit plus qu'une étrangère pour moi, j'en suis jaloux, comme si elle était encore la baronne Ferrand et portait toujours ce nom que je lui ai arraché.

Il conclut avec un mauvais sourire :

— Elle se venge, mais qu'elle prenne garde ! Je me vengerai à mon tour et j'en finirai avec ce cauchemar !

Il se leva et, arpentant à grands pas le parquet de son cabinet, il gronda, en s'apostrophant lui-même :

— Me venger ! C'est facile à dire, difficile à faire. Il y a des mois et des mois que j'y songe et je n'en ai pas encore trouvé le moyen ! Imbécile que je suis ! Oui, je voudrais en finir et je ne sais comment.

Il appuya le doigt sur le bouton d'une sonnette électrique et la porte d'un cabinet voisin s'ouvrit.

Son secrétaire, Noël Jacquet, parut.

Il était plus voûté, plus chétif en apparence et plus faible que jamais.

Son complet noir, en ratine, rendait par le contraste son visage parcheminé plus blême et plus blafard encore.

Il s'approcha du baron qui le regarda avec intérêt et lui demanda :

— Ta santé ?

— Pas très bonne, comme à l'ordinaire.

Il eut un petit accès de toux sèche et touchant sa poitrine :

— C'est par là, à ce qu'il paraît, que je dois périr. Du moins, les médecins le prédisent. J'espère que ce ne sera pas demain. Il y un vieil adage qui me rassure.

— Lequel ?

— Il n'est longue vie que de souffreteux.

— Tu ne te décourages pas ?

— Nullement. J'aurais tort de me plaindre. Que me manque-t-il ? Ma caisse est gonflée d'or et de billets de banque. Elle en regorge. Il est vrai qu'ils ne sont pas à moi, mais j'en ai la vue. J'y peux plonger mes bras jusqu'au coude, comme les avares. J'habite un bel hôtel ! j'ai une bonne table, un cuisinier artiste, un traitement de préfet de troisième classe, un doux maître, des voitures à mon service, des châteaux et des chasses. Je serais vraiment difficile si je ne me trouvais pas satisfait...

—Alors tu tiens à la vie, toi ?

— Beaucoup. Elle m'amuse ; celle des autres surtout. C'est un spectacle qu'on me donne gratis !

Le baron déclara :

— Nous n'avons pas les mêmes idées. Elle m'ennuie !

— Vous, ah ! par exemple !

Jacquet, en prononçant cette exclamation, eut un sourire énigmatique.

N'assistait-il pas depuis quelque temps à une sorte de changement à vue qui lui causait une joie secrète et lui faisait pressentir d'autres scènes plus intéressantes encore ?

Pour ce pauvre être frappé au cœur dans sa seule affection et qui se disait que toute mauvaise action doit recevoir son châtiment, le commencement de la revanche s'annonçait.

Le baron Claude Ferrand restait pour les autres l'homme hautain, impassible, implacable qu'il avait toujours été.

Il semblait invulnérable dans sa position de millionnaire qui voit tout à ses pieds et n'a rien à envier à personne.

Pour le secrétaire familier qui marchait dans son ombre, pour ainsi dire, pour par jour, en le suivant pas à pas, et ne perdait aucune de ses impressions, une transformation s'opérait en lui.

Il devenait nerveux, violent, irritable.

Quoique chose manquait à ce blasé, à ce fils unique, à ce riche qui n'avait eu, depuis sa naissance, qu'à exprimer un désir pour le voir se réaliser.

Des pensées qu'il ne révélait pas fermentaient sous son crâne, et Noël Jacquet en attendait l'éclosion en se demandant ce qu'elles allaient produire.

Rien de bon sans doute.

Il reprit :

— Vous avez toujours été heureux et riche. Tout ce que vous avez souhaité, vous l'avez obtenu sans peine.

— Tu te trompes. J'ai aimé une femme ardemment, follement...

— Oh !

Le baron continua :

— Oui, follement, stupidement ! Pourquoi ne le dirais-je pas ? Elle me troublait, elle m'enlevait presque ce qu'un homme vraiment fort doit placer au-dessus de tout, sa raison...

— Madame la baronne ?

— Sans doute, Gabrielle. Il ne me plaît pas que les autres pénètrent trop avant au fond de ma pensée. Pour toi j'ai peu de secrets. Oui, j'ai passionnément aimé cette femme. Elle me dominait, moi qui domine les autres ! Je ne sais ce qu'elle avait de plus qu'elles, mais elle m'aurait mené comme un enfant, comme un chien, en laisse, au bout du monde.

Il fit de nouveau quelques pas dans son immense salon.

Et, revenant se planter devant Jacquet, immobile :

— Eh bien ! comment ai-je été payé de cet entraînement dont je n'ai pas su me défendre ? Par une indigne trahison ! Elle m'a trompé, dupé ! Elle m'aurait ridiculisé, si j'avais pu l'être ! Et cependant, malgré l'outrage, malgré sa faute, ses duplicités, ses mensonges, je la vois comme si elle était présente, et je me demande ce qu'elle fait, ce qu'elle pense... Je suis jaloux de tout ce qui l'approche, la voit ou lui parle, je rougis de l'avouer !

Il étendit le bras dans un geste menaçant :

— Cette femme a bouleversé ma vie, détruit mon repos, empoisonné, comme un virus, la plus belle existence du monde, et rien ne peut m'en détacher ! Si je savais qu'elle eût un amant, je le tuerais comme j'ai tué cet officier de malheur, cause de notre séparation ! Pourquoi est-il revenu de ces colonies dont le sol aurait dû le dévorer ! Avant son retour, j'avais l'illusion de l'amour, l'illusion du bonheur ! Que me fallait-il de plus ? Depuis, ma vie est un enfer !

— Oh !

— Si, un enfer, une misère, un supplice...

— Mêlé de joies !...

— Où sont-elles ?

— Et vos succès de considération et d'estime, les amitiés qui vous entourent, votre fortune qui va grandissant !...

—C'est quelque chose sans doute.

Le baron s'était emporté une minute.

Jamais il n'en avait dit autant à personne, même à son fidèle Jacquet.

(A suivre.)